

Trend Paris 2006

à l'ère de la diversification

TENDANCES

Les données recueillies sur les usages de drogues à Paris en 2006 dans le cadre du dispositif Trend mettent en évidence une diversification des produits et des modes de consommation.

Pour la cinquième année consécutive, l'Observatoire régional de santé d'Île-de-France a assuré en 2006 la coordination du dispositif Trend (lire encadré) pour Paris, dont les principaux résultats font l'objet de cet article¹. L'objectif de l'étude étant principalement l'identification des nouvelles tendances, les lieux privilégiés pour l'observation et le recueil des données sont ceux considérés comme des lieux "innovants" en matière de consommations de nouveaux produits, de modes d'administration des produits et/ou de contextes de consommation. Les résultats obtenus ne peuvent donc en aucun cas être généralisables à l'ensemble des usagers.

Espace urbain : désinsertion et polyconsommation

Les usagers interrogés des structures parisiennes de première ligne (Prelud), très majoritairement masculins, vivent dans des conditions d'extrême précarité (34 % disent n'avoir aucune ressource et 45 % citent le revenu minimum d'insertion ou une allocation adulte handicapé). Leurs conditions de logement expriment aussi une grande désinsertion (un usager sur trois a indiqué être sans domicile fixe). Les niveaux de consommation de produits psychotropes sont très élevés. Au cours du dernier mois, si on se réfère aux cinq produits les plus fréquemment cités, 99 % des usagers ont consommé du tabac, 74 % du cannabis, 68 %

de l'alcool, 38 % de la buprénorphine haut dosage (détournée ou non) et 32 % de la cocaïne (principalement sous forme de crack). Les consommations associant différents produits sont fréquentes.

Les pratiques de partage du matériel d'injection restent encore fréquentes et on constate des prévalences élevées d'infections. En effet, parmi les usagers interrogés des structures de première ligne (enquête Prelud), 66 % ont déclaré avoir déjà utilisé la voie injectable au cours de leur vie et parmi ces usagers, 69 % l'ont utilisée au cours du dernier mois. Les déclarations montrent que les pratiques de partage ne sont pas rares parmi les usagers injecteurs : au cours du dernier mois, 44 % des usagers injecteurs ont eu au moins une pratique de partage (seringue, produit, eau de rinçage, cuillère, coton et/ou filtre).

Ces pratiques de partage conduisent à des prévalences très élevées du VHC et, dans une moindre mesure, du VIH parmi les usagers, notamment ceux qui ont utilisé la voie injectable, et qui l'ont utilisée durablement. Parmi l'ensemble des usagers qui ont déjà fait un test, 10 % sont séropositifs au VIH (15 % chez les injecteurs) et 34 % au VHC (46 % chez les injecteurs). Si les plus jeunes sont moins nombreux à être séropositifs au VIH, en revanche, pour le VHC, cette moindre proportion n'est pas retrouvée de façon significative.

On observe de plus en plus une plus grande diversité des produits

¹ Les résultats du dispositif Trend Paris 2006 sont téléchargeables sur le site de l'ORS : www.ors-idf.org

consommés parmi les usagers des structures de première ligne ayant fréquenté les espaces festifs techno. Ainsi, parmi les usagers des structures de première ligne participant à l'enquête Prelud, 27 % ont déclaré avoir été au cours de leur vie "au moins dix fois dans les fêtes techno de type free-party, technivals, raves, etc.". Comparés aux autres usagers des structures, ces usagers ayant fréquenté ou fréquentant les espaces festifs techno présentent comme spécificité, sur le plan des consommations, une plus grande diversité tant des produits consommés que des modes d'administration. Ils sont par exemple 87 % à indiquer avoir déjà consommé de l'héroïne contre 63 % des autres usagers, et pour le LSD, les proportions sont respectivement de 63 % et 23 % (voir ci-dessous). D'autre part, si ces usagers utilisent plus fréquemment

la voie injectable que les autres usagers, ils sont également plus nombreux à déclarer d'autres modes d'administration (sniff ou "fumette").

Espaces festifs : le retour des free parties

Les observations dans les espaces festifs permettent de dresser, schématiquement, quelques caractéristiques des consommations de produits qui peuvent être associées aux différentes cultures musicales. Ainsi, les personnes fréquentant régulièrement le milieu hip hop déclarent principalement consommer du cannabis et des alcools forts. Dans le milieu reggae, le cannabis constitue un produit culturel de référence. La consommation d'alcool (bière) est courante mais, la plupart du temps, ne viserait pas l'ébriété. Le milieu reggae est sans doute celui où la perméabilité avec les autres milieux est la plus importante. Dans le milieu rock, l'alcool, notamment la bière, est le produit de référence, souvent associé à la "cuite". La consommation de cannabis est plus rare que dans d'autres milieux festifs. Dans le milieu techno, la consommation d'ecstasy et de cocaïne est plus systématique, associée à celle d'alcool et de cannabis, et une proportion importante des usagers interrogés fréquentant l'espace techno ont indiqué ne pas envisager de fêtes sans drogue.

En 2006, il a été noté un "retour" des free parties (appelées aussi "barbecue techno") en Île-de-France, qui avaient quasiment disparu depuis 2002, année du décret fixant les conditions des "rassemblements exclusivement festifs à caractère musical". Ces free parties sont assez nombreuses puisque, certains week-ends, il y en aurait plusieurs dans la région. Le nombre de participants se situerait autour d'une centaine, voire parfois moins, et leur moyenne d'âge serait plus élevée qu'auparavant (entre 22 et 30 ans). De nombreux observateurs notent une féminisation importante du public. Si des associations de réduction des risques sont parfois invitées, leur présence, à travers un stand de prévention, n'est pas toujours souhaitée. Le risque de donner une visibilité à un événement clandestin est le principal argument. Il a aussi été rapporté par des observateurs que la présence d'une association à caractère médical pourrait inciter certains participants, parmi les plus jeunes, à se livrer à des consommations excessives, sous prétexte qu'il y aurait des secours en cas de problème.

Alcool, cannabis, ecstasy : les tendances récentes

Depuis plusieurs années, les observateurs du dispositif Trend signalent un accroissement des consommations

Mode de consommation et produits consommés au cours de la vie chez les usagers des structures de première ligne selon leur fréquentation de l'espace festif au cours de la vie *

pourcentage d'usagers	a fréquenté les espaces festifs techno	n'a jamais fréquenté les espaces festifs techno
a déjà utilisé...		
la voie injectable	66	56
le sniff	84	56
la "fumette"	66	42
a déjà consommé...		
cannabis	92	92
héroïne	87	63
buprénorphine haut dosage	84	56
cocaïne / crack	84	56
Rohypnol®	39	44
méthadone	63	35
Skénan®, Moscontin®	60	34
autres benzodiazépines	55	36
ecstasy	82	17
champignons hallucinogènes	66	23
LSD	63	23
amphétamines	60	19
poppers	47	23
codéine	34	25
Artane®	26	14
kétamine	47	5
solvants	29	12

* Enquête Prelud, site de Paris : Aides, Beaufort, Nova Dona, Accueil Ego, Step



Les modalités du dispositif Trend

La diversification des produits psychotropes et l'apparition de nouvelles molécules de synthèse est particulièrement notable depuis les deux dernières décennies. De ce fait, de nombreux pays ont mis en place des systèmes d'alerte sanitaire dont le but est de détecter le plus rapidement possible les nouvelles molécules, leurs impacts sur l'état de santé, leurs modes de consommations, ainsi que le type d'usagers de ces produits. L'objectif principal de tels dispositifs est de pouvoir mettre en place aussi rapidement que possible des mesures d'alerte, de réduction des risques et de prévention.

L'Observatoire français des drogues et des toxicomanies a mis en place depuis 1999 un dispositif national intitulé Trend (Tendances récentes et nouvelles drogues) visant à repérer les nouvelles tendances des consommations de drogues dans sept villes en France (Bordeaux, Lille, Marseille, Metz, Paris, Rennes et Toulouse) et à identifier d'éventuels phénomènes émergents. La mise à disposition précoce de ces informations permet d'élaborer des réponses rapides, en termes de décisions publiques, d'activités ou de comportements.

Deux espaces d'études sont privilégiés : "l'espace urbain" et "les espaces festifs". L'espace urbain concerne, pour l'essentiel, des personnes rencontrées dans des structures accueillant les usagers de drogues (structures de première ligne et programmes d'échange de seringues), dans des centres de soins spécialisés ainsi que dans des lieux "ouverts" tels que la rue et les squats. Les espaces festifs désignent les lieux dans lesquels se déroulent des événements festifs, que ceux-ci soient commerciaux (discothèques, clubs, bars, concerts, etc.) ou non (free parties, teknivals, etc.).

Outre la veille documentaire, le dispositif repose sur le recoupement d'informations collectées notamment par les méthodes suivantes :

- une observation de type ethnographique,
- un recueil quantitatif (enquête appelée Prelud) auprès des usagers et qualitatif auprès de structures de première ligne (Aides, Asud, Beaufort, Nova Dona, Sida paroles/Lapin Vert),
- la réunion de groupe de professionnels santé et de fonctionnaires de police.

d'alcool dans l'espace urbain parmi les usagers désinsérés ainsi que dans les espaces festifs. En 2006, cette tendance s'est poursuivie, mais des évolutions semblent

avoir été notées dans les espaces festifs. Dans les clubs, discothèques, free parties, la recherche d'une forte et rapide ébriété liée à l'abus d'alcools forts (appelée parfois binge drinking), potentialisée par du cannabis, devient de plus en plus fréquente, notamment chez les plus jeunes.

Cette alcoolisation importante, orientée vers une logique de "défonce" a également été notée par les fonctionnaires de police dans les soirées étudiantes organisées par les bureaux d'élèves avec des consommations importantes d'alcool (notamment des mélanges "Premix"). Enfin, Les professionnels de santé réunis dans le cadre de Trend Paris ont également indiqué que de plus en plus de jeunes âgés de 18 à 25 ans recourent au système de soins en raison de problèmes dus à l'alcool.

Pour ce qui est du cannabis, bien que globalement très disponible pour un produit illicite, il avait connu une période de pénurie à Paris en 2005 et vu sa disponibilité relativement fluctuante durant l'année 2006, avec des phases de pénurie entrecoupées de périodes de disponibilité "habituelle". Mais le fait le plus marquant concernant le cannabis aura été la diffusion, en France et en Europe, d'herbe coupée avec du sable, du quartz alpha ou des microbilles de verre, conduisant la Direction générale de la santé, en mars 2007, à alerter sur les "risques sanitaires liés à une consommation d'herbe de cannabis coupée avec des microbilles de verre". Le produit, fréquemment perçu par les usagers comme "naturel" et présentant peu de risques, susciterait désormais une certaine méfiance.

On constate également une l'image de l'ecstasy en cachet moins favorable, mais une hausse de l'intérêt pour l'ecstasy en poudre. En effet, si l'ecstasy reste un produit banalisé parmi les personnes fréquentant les espaces festifs, notamment ceux de musiques électroniques, l'engouement pour cette drogue, en particulier pour sa forme en cachet, semble en baisse. De plus, bien que l'ecstasy soit toujours décrite par les observateurs comme étant "très disponible" dans les différents espaces festifs, il semblerait que sa disponibilité, sous forme de cachets, ait diminué en 2006, alors que celle de la poudre aurait été en augmentation. Cette tendance s'accompagne d'un accroissement probable de la consommation d'ecstasy en poudre (au détriment de celle en cachet) et d'une hausse de la visibilité de sa consommation en sniff.

L'usage de la cocaïne se banalise

Selon différents observateurs, l'accroissement de la consommation de cocaïne se poursuit, tant parmi des

usagers à faible pouvoir d'achat et en situation de précarité que parmi des usagers socialement insérés. Quels que soient les espaces d'observation (urbain ou festif), la cocaïne est décrite comme de plus en plus disponible et accessible même aux non-initiés. La "démocratisation" et la "banalisation" de l'usage de la cocaïne constituent pour deux structures partenaires du dispositif Trend Paris l'un des événements marquants de l'année 2006.

Alors qu'en 2005, toutes les observations parisiennes convergeaient pour indiquer un "retour de l'héroïne", le constat apparaît un peu plus contrasté en 2006. Ce "retour de l'héroïne" suggéré par les fonctionnaires de police en 2004 et 2005 n'a pas été retrouvé, selon eux, en 2006, puisque seules des "saisies isolées" ont été réalisées par la Brigade des stupéfiants de Paris. En revanche, l'observation de terrain a souligné durant toute l'année 2006 une hausse de la disponibilité de l'héroïne dans le nord-est parisien. D'autres observateurs signalent un accroissement de la diffusion de l'héroïne dans certains espaces festifs de type underground (free parties, teknivals).

Enfin, comme cela a été souligné dans les rapports Trend Paris 2004 et 2005, la disponibilité de Skénan® dans le trafic est à la hausse et cette tendance a semblé se poursuivre en 2006, augmentant l'accessibilité au produit. L'enquête Prelud à Paris montre que 18 % des usagers interrogés des structures de première ligne ont consommé du Skénan® au cours du dernier mois. Celui-ci constitue le médicament détourné le plus largement consommé par voie injectable (96 % des consommations de Skénan®), avec des dommages sanitaires majeurs (surdoses, problèmes veineux et infectieux, atteintes artérielles, abcès, etc.).

Une plus grande perméabilité

L'ensemble des constats observés dans le cadre du dispositif Trend Paris montrent que les consommations et produits auparavant bien identifiés comme spécifiques de chacun des espaces ont eu tendance d'année en année à diffuser hors de leur espace d'origine en étant parfois appropriés de façon différente, notamment en ce qui concerne les représentations et les modes de consommation. Ainsi l'héroïne, très souvent observée chez les usagers de l'espace urbain repérés dans le cadre de l'enquête Prelud, serait désormais consommée par certains jeunes usagers (beaucoup plus jeunes que les usagers d'héroïne de l'espace urbain) fréquentant les espaces festifs underground (teknivals, free parties) où le produit, utilisé à la suite de consommation de stimulants, bénéficierait d'une image moins négative qu'auparavant.

À l'inverse, l'ecstasy, autrefois principalement consommé dans un cadre festif par les jeunes apparentés à la culture techno, serait plus disponible et consommée hors de ces espaces, soit dans des usages solitaires à domicile, soit parmi les enquêtés de Prelud très dépendants et polyconsommateurs qui ont aussi fréquenté les espaces festifs et seraient susceptibles de l'injecter. De même, le crack, qui, il y a quelques années, était uniquement consommé par des usagers très désinsérés et disponible en France métropolitaine uniquement dans certains arrondissements parisiens, est aujourd'hui observé dans l'espace festif de type underground (free parties et teknivals). Appelé alors "free base", il n'est pas toujours identifié par les "teuffeurs" comme étant un produit identique au crack, et, contrairement à ce dernier, bénéficie d'une représentation plutôt positive.

Enfin, si les consommations de produits psychoactifs parmi les personnes fréquentant les espaces festifs underground ("teuffeurs" et "travellers") étaient jusqu'à présent, dans le cadre du dispositif Trend Paris, principalement documentées à partir de l'observation des usages dans l'espace festif techno, de plus en plus d'observateurs de l'espace urbain signalent l'émergence de ces populations dans des structures de réduction des risques ou de soins non liées à l'espace festif, mais aussi dans l'espace de la ville (abords des gares, places dans certains quartiers, etc.).

Cette perméabilité plus grande entre les espaces, les usagers et les modes de consommation nécessite de renforcer l'adaptation des dispositifs de prévention et de soins, afin qu'ils puissent apporter des réponses appropriées permettant de prendre davantage en compte ces évolutions.

SANDRINE HALFEN, CATHERINE VINCELET, ISABELLE GRÉMY
OBSERVATOIRE RÉGIONAL DE SANTÉ D'ÎLE-DE-FRANCE